

Le fait de ne pas transmettre à l'inspection du travail un duplicata de l'affiche mentionnée à l'article **L. 3171-1**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.
Cette amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions susceptibles d'être sanctionnées au titre des dispositions de cet article.

R. 3173-2

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de méconnaître les dispositions des deux premiers alinéas de l'article **L. 3171-1** et celles de l'article **L. 3171-2** relatives au contrôle de la durée du travail, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.
Cette amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions susceptibles d'être sanctionnées au titre des dispositions de cet article.

R. 3173-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas présenter à l'inspection du travail les documents permettant de comptabiliser les heures de travail accomplies par chaque salarié, en méconnaissance des dispositions de l'article **L. 3171-3**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

Livre II : Salaire et avantages divers

Titre Ier : Champ d'application

Chapitre unique

D. 3211-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions du chapitre premier du titre III relatif au salaire minimum de croissance et celles des articles **R. 3232-8** à **R. 3232-10** ne sont pas applicables aux jeunes travailleurs titulaires d'un contrat d'apprentissage.

Titre II : Egalité de rémunération entre les femmes et les hommes

Chapitre Ier : Principes

R. 3221-1

Décret n°2021-143 du 10 février 2021 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agent de contrôle de l'inspection du travail peut exiger communication des différents éléments qui concourent à la détermination des rémunérations dans l'entreprise, notamment des normes, catégories, critères et bases de calcul mentionnés à l'article **L. 3221-6**.